

Note de recherche stratégique n°25 – Octobre 2015

Que retenir de l'opération israélienne « Bordure protectrice » de l'été 2014 contre Gaza ?

Pierre RAZOUX¹

Directeur du domaine « Pensées stratégiques comparées »

SOMMAIRE

Les raisons et les objectifs de l'opération	2
Les enseignements opérationnels.....	3
Les enseignements stratégiques	6
La controverse juridique.....	7
rappel sommaire de la chronologie	9
L'opération « Bordure protectrice » en quelques chiffres.....	9
Sources	10

Il y a un an, l'armée israélienne lançait une opération massive baptisée « Bordure protectrice » contre le Hamas retranché dans la bande de Gaza. Il s'agissait du troisième affrontement entre Tsahal et le Hamas en cinq ans, après les épisodes « Plomb durci » en 2009 et « Pilier de défense » en 2012. Durant cet affrontement, les Israéliens ont subi la plus intense campagne de tirs de roquettes depuis 2006, tandis que les Palestiniens de Gaza ont subi les plus lourdes pertes depuis la fin de la Seconde Intifada. Sur le plan opérationnel, les opérations ont été marquées par la guerre des tunnels, l'emploi de moyens lourds du génie, l'utilisation de drones terrestres et de nouveaux systèmes de protection de véhicules blindés, mais surtout par les résultats très positifs du système d'interception *Iron Dome*.

¹ Pierre Razoux, auteur de *La Guerre Iran-Irak : Première guerre du Golfe* (Perrin, 2013 – version anglaise publiée par Harvard University Press en octobre 2015), s'exprime à titre personnel. Ses propos ne sauraient engager ni l'IRSEM, ni le ministère de la Défense.

A l'issue d'une campagne aérienne de cinquante jours et d'une intervention terrestre de dix-huit jours, un cessez-le-feu entre les deux parties a été négocié sous l'égide de l'Égypte. Une controverse juridique sur le respect ou non du droit international humanitaire par les deux belligérants s'est ensuite développée, alimentée par les travaux d'investigation d'une commission des Nations unies qui a rendu ses conclusions le 22 juin 2015, constatant « un niveau de dévastation sans précédent », et estimant que « l'armée israélienne et les groupes armés palestiniens, en particulier le Hamas, avaient commis des violations importantes du droit international humanitaire susceptibles d'être qualifiées de crimes de guerre »². Ce rapport revêt une tonalité particulière à l'heure où le gouvernement israélien, isolé sur la scène internationale, tenterait de négocier une trêve de longue durée avec le Hamas, alors même que les factions radicales des deux camps estiment crédible l'hypothèse d'une nouvelle confrontation armée à brève ou moyenne échéance et que la sécurisation des littoraux israélien, palestinien et égyptien devient un enjeu majeur pour l'exploitation des gisements gaziers offshore de Méditerranée orientale.

LES RAISONS ET LES OBJECTIFS DE L'OPERATION

Le déclenchement de l'opération « Bordure protectrice » s'inscrit dans un contexte délétère marqué par l'assassinat de deux adolescents palestiniens par des extrémistes israéliens (15 mai 2014), suivi de l'enlèvement et de l'assassinat de trois adolescents israéliens (12 juin) qui entraînent une vaste opération de bouclage des territoires palestiniens et d'arrestation massive de suspects, provoquant le tir sur Israël de 117 roquettes depuis la bande de Gaza (entre le 13 juin et le 7 juillet) et le lancement en représailles de quatre-vingt raids aériens israéliens contre la bande de Gaza.

Des deux côtés, les pouvoirs en place tentent initialement de calmer le jeu. Le Hamas, isolé par le blocus naval et terrestre israélien, est affaibli par l'arrivée au pouvoir en Égypte du maréchal Sissi et la perte de ses soutiens syrien et iranien. Le Premier ministre israélien, de son côté, fait face à la grogne sociale et à une situation politique délicate. Les deux dirigeants sont rapidement débordés par leurs ultras qui les poussent à l'affrontement : les partis des colons et des ultra-orthodoxes du côté du Premier ministre israélien ; le Djihad islamique et les brigades Al-Qassam et Al-Qods côté Hamas, qui rejettent la tentative de réconciliation avec le Fatah et toute négociation avec Israël.

La première phase de l'opération « Bordure protectrice », déclenchée le 8 juillet 2014, vise d'abord et avant tout à impressionner l'adversaire, à réduire le stock de projectiles palestiniens et à restaurer la posture ébréchée de la dissuasion israélienne en faisant pression sur le Hamas pour qu'il stoppe ses bombardements³. Tout change le 17 juillet lorsqu'un commando de treize combattants palestiniens, infiltré par un tunnel menant directement en Israël, attaque un kibboutz situé près de la frontière avec la bande de Gaza. C'est la première attaque de la sorte contre Israël, qui suscite un vent de panique dans la population.

Face à la pression médiatique et populaire, Benjamin Netanyahu ordonne l'engagement des forces terrestres le long de la frontière avec Gaza, sur une bande d'un kilomètre de profondeur, pour repérer et détruire les tunnels permettant aux combattants du Hamas de s'infiltrer en Israël.

² Le Rapport de l'ONU est consultable à [cette adresse](#).

³ Le général Moti Almoz, porte-parole de Tsahal, déclarera : "We have been instructed by the political echelon to hit Hamas hard, but to leave it alive" cité par J.J. Goldberg le 24 juillet 2014, in *The Forward*.

D'emblée, le gouvernement israélien rejette l'idée de s'emparer de la totalité de la bande de Gaza, de peur des pertes importantes qu'une telle opération engendrerait dans les rangs de l'armée, mais aussi car il sait que le démantèlement du Hamas amènerait une faction palestinienne encore plus radicale au pouvoir.

LES ENSEIGNEMENTS OPERATIONNELS

L'imprécision des tirs de roquettes contre le territoire israélien et la très grande efficacité des neuf batteries du système d'interception *Iron Dome* constituent les deux enseignements les plus marquants de l'opération « Bordure protectrice », même s'il convient de souligner le caractère souvent artisanal des roquettes tirées et l'amateurisme des servants chargés de les mettre en œuvre. Si l'on en croit les données fournies par le gouvernement israélien, 25 % seulement des cinq-mille projectiles tirés par le Hamas et ses alliés se trouvaient sur une trajectoire susceptible d'atteindre une zone habitée⁴. Sur les 1 242 projectiles « potentiellement efficaces »⁵, 433 n'ont pas été interceptés car visant soit des zones habitées trop proches de Gaza, soit des troupes israéliennes déployées sur la frontière, ne laissant ainsi pas le temps suffisant pour l'activation du système *Iron Dome*⁶. Les 809 autres ont fait l'objet d'une interception automatique par ce système qui aurait abattu 735 roquettes, soit un taux de réussite de 90 %. Plusieurs experts ont mis en doute une telle performance⁷, soulignant que le gouvernement israélien refusait de communiquer le nombre réel de missiles tirés et l'état de ses stocks⁸, mais aussi qu'il pouvait avoir intérêt à exagérer les performances de ce système pour dissuader les adversaires d'Israël de procéder à de nouvelles frappes tout en augmentant les chances de vendre *Iron Dome* à l'export⁹.

De son côté, le gouvernement israélien rappelle que le taux de réussite affiché de 90 % est cohérent, compte tenu des améliorations apportées au système, avec celui de 84 % communiqué à l'issue de l'opération « Pilier de défense » en 2012. Il reconnaît toutefois qu'*Iron Dome* reste inefficace contre les obus de mortiers et que pour être pleinement performant, il doit intercepter les roquettes en trajectoire de collision frontale, ce qui implique que les batteries soient déployées près des zones à protéger et suffisamment loin des sites de tir. Le gouvernement israélien insiste aussi sur le fait que l'état-major, conscient de l'efficacité du système *Iron Dome*, compte en acquérir plusieurs batteries

⁴ Trajectoires mesurées en permanence et temps réels par les radars des différents systèmes d'alerte antibalistiques et anti-roquettes répartis sur le territoire israélien.

⁵ Essentiellement des roquettes de 122, 160 et 220 mm de diamètre, d'une portée moyenne de 75 kilomètres (160 km pour la roquette R-160).

⁶ Le système *Iron Dome* est constitué d'une batterie mobile tirant des missiles de la taille d'un MANPAD, qui se déclenche automatiquement contre les roquettes dont la trajectoire laisse penser qu'elles atteindront des zones à forte densité de population.

⁷ Notamment Theodore Postol et Subrata Ghoshroy du MIT.

⁸ Les témoignages de journalistes ayant assisté à des tirs réels pendant l'opération, tout comme le visionnage de séquences de tir postées sur Internet, montrent le tir de deux ou trois missiles à chaque interception. Si l'on part de l'hypothèse qu'une salve moyenne de deux missiles a été tirée lors de chaque interception, on peut en déduire qu'environ 1 600 missiles ont été tirés pendant l'opération, ce qui est cohérent avec l'état des stocks estimé par de nombreux experts à 2 000 munitions (avant le déclenchement de l'opération).

⁹ Plusieurs armées étrangères seraient en négociation avec le gouvernement israélien pour acquérir le système *Iron Dome*, dont plusieurs monarchies du Golfe.

supplémentaires en grande partie financées par l'assistance américaine (on évoque un total de quinze ou dix-huit batteries à terme). Pour justifier la rentabilité de ce système d'interception, le gouvernement israélien fait également valoir deux arguments. Le premier concerne le nombre de tués par tirs de roquettes, qui n'a fait que décroître avec l'entrée en service d'*Iron Dome* comme le démontre le tableau suivant, même s'il reconnaît que la diminution du nombre de victimes israéliennes est également due à la mise en œuvre de mesures de défense passive beaucoup plus efficaces (préavis d'alerte plus grand et multiplication des abris plus adaptés).

Campagne	Nombre de batteries <i>Iron Dome</i>	Nombre de roquettes tirées sur Israël*	Israéliens tués par tir de roquette	Ratio
Liban 2006	-	4 200	53	1/79
Gaza 2009	-	1 700	4 (+182 blessés)	1/426
Gaza 2012	5	1 600	5	1/320
Gaza 2014	9	3 400	2	1/1700

* Sans compter les obus de mortier qui ne peuvent pas être interceptés par *Iron Dome*.

Le second argument concerne la rentabilité économique. Les financiers israéliens ont chiffré à cent-vingt millions de dollars le coût des compensations payées par l'Etat aux victimes israéliennes civiles lors de la guerre de 2006 contre le Hezbollah. En 2014, le coût de ces compensations ne s'est élevé qu'à 22,5 millions de dollars (compte tenu du faible nombre de victimes), auquel il convient d'ajouter celui des missiles, estimé entre dix-huit et trente-six millions de dollars en fonction du nombre effectivement tirés¹⁰ ; le total reste très inférieur aux indemnités compensatoires versées lorsque le système *Iron Dome* n'était pas encore opérationnel.

Les ingénieurs et stratèges israéliens ne s'en posent pas moins deux questions cruciales : qu'advierait-il en cas d'amélioration drastique de la précision des roquettes tirées par leurs adversaires ? Les stocks de missiles *Iron Dome* seraient-ils suffisants pour faire face à des tirs massifs de roquettes venant à la fois de la bande de Gaza, du Liban, de Syrie et pourquoi pas aussi de certaines zones de Cisjordanie susceptibles de passer sous contrôle du Hamas ou de groupuscules plus radicaux ? Aujourd'hui, ils réfléchissent à la navalisation du système *Iron Dome* pour le déployer sur des plateformes offshore destinées à protéger les gisements gaziers israéliens (Thamar et Léviathan) de Méditerranée orientale¹¹. Ils sont en outre en train de concevoir le système d'interception *Iron Beam* destiné à détruire en vol les obus de mortier, grâce à des lasers de très haute énergie.

L'autre surprise de cette opération concerne l'utilisation offensive de tunnels par le Hamas pour infiltrer le territoire israélien, introduisant une nouveauté dans le combat asymétrique en zone péri-urbaine auquel fait face l'armée israélienne¹². Jusqu'à présent, le Hamas creusait des tunnels logistiques vers l'Égypte pour s'approvisionner en armes, munitions et biens de contrebande. La fermeture de nombreux tunnels par les militaires égyptiens a réorienté l'effort du Hamas sur un registre plus offensif, même si la plupart des tunnels qu'il a creusés conserve une vocation défensive

¹⁰ Yededia Yaari, président exécutif de la firme Rafael qui produit *Iron Dome*, a estimé le coût global de chaque interception à 90 000 dollars.

¹¹ Tout comme ils réfléchissent à l'emploi d'un plus grand nombre de drones navals pour surveiller l'activité navale à proximité des plateformes offshore.

¹² De l'aveu même des responsables israéliens, la négligence de la menace posée par les tunnels d'infiltration constitue la principale erreur des services de renseignements militaires pendant « Bordure protectrice ».

en permettant de stocker armes et munitions à l'abri des frappes israéliennes et en facilitant les mouvements de commandos et de cadres de l'organisation d'un bout à l'autre de la bande de Gaza. Pour répondre à ce nouveau défi, l'armée israélienne a acquis un nombre important de senseurs optiques, phoniques, sismiques et infrarouges pour détecter les mouvements vers et à l'intérieur des tunnels. Elle a musclé ses unités spéciales du génie (Yahalom et Samoor), leur transférant en crash programmes du matériel adapté¹³. Ce sont des commandos de ces deux unités qui se sont infiltrés dans les tunnels pour y placer les charges explosives permettant de les effondrer et pour débusquer les combattants du Hamas qui s'y étaient retranchés. Au moins cinq sapeurs israéliens auraient trouvé la mort dans ces circonstances. L'unité spéciale du génie Hevzek a mis en œuvre pour la première fois des robots chenillés Foster Miller Talon-4 pour reconnaître les tunnels. Pour faciliter la tâche des sapeurs, le génie israélien a eu recours aux bulldozers D-9 de l'unité Tzama (probablement une soixantaine en versions L, R et T)¹⁴. Des groupes de six D-9 accompagnés de quatre blindés du génie Puma ont ouvert de nuit des axes de progression aux fantassins israéliens, démolissant tout sur leur passage, rasant des bâtiments piégés et des blockhaus, tout en faisant exploser les mines et IED placés sur leur axe de progression. Le D-9 a montré qu'il absorbait sans difficulté le souffle et les débris résultants d'explosions de mines et d'IED. Bien que ces bulldozers soient très protégés, quatre conducteurs auraient été tués par des tirs de missiles, de RPG, d'éclats de mortier et de tirs de snipers. Les D-9 se sont montrés très utiles pour mettre à jour des entrées et sorties de tunnels. De son côté, l'aviation israélienne a contribué à la lutte contre les tunnels en larguant des bombes JDAM à fort pouvoir de pénétration. Au total, l'armée israélienne a détruit trente-quatre tunnels pendant l'opération et estime avoir neutralisé tous ceux conduisant en Israël.

Deux autres enseignements opérationnels méritent d'être détaillés, car ils relèvent de deux types de matériel récent. Le premier concerne le système Trophy de protection active des véhicules blindés qui a été testé sur des chars Merkava 4 et des VBCI Namer. Il s'agit d'un système couplant un ordinateur, un calculateur de tir et un radar doté de quatre mini antennes détectant l'arrivée de roquettes et missiles antichars à 360 degrés, à des lance leurres et à deux mini tourelles tirant de puissantes salves de chevrotines. Ce système coûteux (300 000 dollars l'unité) est supposé capable de gérer plusieurs attaques en simultané. Testé pour la première fois au combat en 2012, le système Trophy aurait prouvé son efficacité à l'été 2014 en contrant cinq tirs de missiles antichars (dont un Kornet-E et un Konkurs) contre des Merkava 4. Les tacticiens israéliens y voient une preuve supplémentaire de l'intérêt du char lourd surprotégé dans toute manœuvre terrestre d'importance, y compris en mode asymétrique, rappelant que leurs chars ont tiré 27 % du nombre total d'obus lancés pendant l'opération et qu'ils ont sauvé plusieurs dizaines de fantassins isolés.

Le second, tout juste entré en service avant l'été 2014, concerne le drone terrestre de surveillance Guardium à quatre roues motrices, pesant une tonne et demie, de la taille d'un petit véhicule blindé protégé (PVP). Il est équipé de caméras infrarouges, de radars, de microphones ultrasensibles, de détecteurs de menaces et d'armes légères létales et non létales pour son autoprotection. Il agit à la fois en mode automatique (le long de trajets programmés) ou télé-opéré, option privilégiée lors de l'opération « Bordure protectrice ». Il s'est révélé particulièrement utile de nuit pour surveiller les arrières du dispositif israélien et repérer d'éventuelles sorties de tunnel, mais aussi pour escorter les

¹³ Le lecteur militaire pourra utilement se référer aux travaux du colonel Guillaume de Marisy sur « Le combat en milieu souterrain : le cas israélien », dans le cadre du CICDE.

¹⁴ Le Caterpillar D-9 est un bulldozer blindé de 60 tonnes capable de progresser à la vitesse de 12 km/h.

formations d'infanterie mécanisée, de manière à couvrir plus efficacement leurs flancs. L'armée israélienne refuse de préciser le nombre de Guardium en service, mais elle envisage d'en acquérir un grand nombre pour contribuer à la surveillance des autres frontières.

LES ENSEIGNEMENTS STRATEGIQUES

Comme le reconnaissent les experts israéliens, seul le temps permettra de dire si l'opération « Bordure protectrice » peut être considérée comme un succès, dans le sens où elle aura créé les conditions d'une trêve de longue durée entre Israël et le Hamas. Un fait demeure néanmoins certain, l'Égypte du maréchal Sissi a profité de cette crise pour retrouver une partie de son influence perdue sur la scène régionale. Comme dans tout conflit asymétrique, il est difficile de dire qui a gagné et qui a perdu, à partir du moment où l'objectif principal ne consiste pas à annihiler l'adversaire (objectif militairement inatteignable) ou à conquérir une capitale (objectif politiquement inutile). Peut-être convient-il alors de se référer aux critères établis par Udi Dekel, ancien général en charge de la Division Stratégique de l'état-major israélien et secrétaire général du centre de recherche INSS de Tel-Aviv (Dekel, 2014 : 13-20). Pour lui, trois paramètres permettent de définir si un camp l'a emporté : les objectifs définis par l'échelon politique ont-ils été atteints ? Est-on parvenu à imposer un cessez-le-feu, puis un règlement négocié selon ses propres conditions ? A-t-on obtenu un succès opérationnel sur le terrain ? A ces trois questions, Udi Dekel répond par l'affirmative pour Israël lors de l'opération « Bordure protectrice ». Mais il reconnaît également que le Hamas peut valablement revendiquer la victoire, puisque celui-ci a réussi à tirer sans discontinuer des roquettes sur Israël pendant toute la durée de l'opération, qu'il a réussi à viser la centrale nucléaire de Dimona et interdire ponctuellement le trafic aérien à destination d'Israël, qu'il a causé de lourdes pertes à l'armée israélienne et qu'au final, il a prouvé qu'il ne pouvait y avoir de solution militaire à la question palestinienne. Il estime même que les deux belligérants ont restauré leur posture dissuasive, établissant entre eux une stratégie de dissuasion mutuelle, qui pourrait favoriser une négociation sur des bases saines et équilibrées.

De son côté, Amos Yadlin, directeur du même INSS, estime que le gouvernement israélien a correctement défini les objectifs de cette opération militaire, qu'il était fondé dans son analyse consistant à ne pas éradiquer le Hamas de la bande de Gaza, mais qu'il n'a compris ni la logique, ni le processus de décision prévalant au sein de la direction politique du Hamas (Yadlin, 2014 : 199-211). Pour lui, si un affrontement entre Israël et le Hamas devait se reproduire, l'armée israélienne devrait se montrer plus innovante en frappant d'entrée et par surprise la direction militaire du Hezbollah et en déplaçant rapidement et profondément en territoire ennemi des groupements de forces spéciales chargés de missions de destruction, d'élimination et de désorganisation des fonctions vitales du Hamas (commandement, communications, approvisionnement, administration). Une telle campagne devrait être beaucoup plus courte, plus intense et plus foudroyante, de manière à laisser le moins de temps possible aux médias pour mobiliser l'opinion publique internationale¹⁵.

¹⁵ L'analyse d'Amos Yadlin s'inscrit dans la lignée de la doctrine punitive « Dahya », qui tire son nom d'un quartier chiite de Beyrouth, fief du Hezbollah, ravagé par les bombardements israéliens lors du conflit de 2006.

Les experts israéliens sont unanimes sur un point : l'opération « Bordure protectrice » ne doit pas être considérée comme un modèle, car l'armée israélienne a mis trop de temps pour atteindre ses objectifs, alors même qu'elle bénéficiait de conditions optimales : un réseau de commandement en temps réel très réactif ; une surveillance constante du champ de bataille ; une puissance de feu colossale, à portée permanente (24h/24) des cibles visées ; une logistique impressionnante, grâce à la proximité des dépôts de munitions ; un soutien sanitaire sans faille, grâce à la proximité des hôpitaux ; un ennemi peu mobile et mal équipé, ne disposant que d'un nombre très limité de missiles antichars. Tous insistent sur le fait qu'un affrontement avec le Hezbollah serait beaucoup plus difficile et meurtrier.

Au bout du compte, le véritable vainqueur politique de ce nouveau round entre Israël et le Hamas reste le maréchal égyptien Sissi. En jouant les bons offices entre les deux belligérants, il est revenu sur le devant de la scène régionale en prouvant que l'Égypte était sortie de son isolement, alors même que ni la Turquie, ni le Qatar, les deux alliés traditionnels du Hamas, n'avaient été en mesure de négocier un cessez-le-feu. Il a montré que l'Égypte restait le partenaire privilégié d'Israël sur le plan sécuritaire. Il a assisté à l'affaiblissement militaire du Hamas qui n'est plus en mesure de soutenir efficacement la rébellion qui sévit dans la péninsule du Sinaï.

LA CONTROVERSE JURIDIQUE

Avant même l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, Navi Pillay, représentante de l'ONU pour les droits de l'homme, reproche à Israël et au Hamas d'avoir violé de nombreuses règles du droit international humanitaire. Ses propos, relayés par les médias, des ONG et de nombreux États après le bombardement par Israël de bâtiments onusiens à Gaza (notamment une école gérée par l'UNRWA), incitent le Secrétaire général des Nations unies à mandater une commission d'enquête chargée d'investiguer ces violations supposées. Le Hamas se voit reprocher l'assassinat de civils palestiniens suspectés d'être des informateurs, la pratique massive des « boucliers humains » (population civile prise en otage des activités combattantes), l'utilisation de mosquées, d'écoles et d'hôpitaux à des fins militaires, les attaques indiscriminées à la roquette et aux obus de mortier contre la population civile israélienne et l'intimidation de journalistes et de personnels onusiens.

L'armée israélienne, pour sa part, se voit reprocher l'utilisation indiscriminée et non proportionnelle de la force, les assassinats ciblés, la destruction de logements civils rasés par les bombardements et les troupes du génie, le blocus terrestre et naval aboutissant à la détérioration rapide des conditions de vie dans la bande de Gaza et, enfin, le ciblage de journalistes internationaux présents à Gaza (dix-sept reporters tués pendant l'opération). Le gouvernement israélien contre-attaque immédiatement, à la fois sur le plan institutionnel et médiatique, pour expliquer qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour limiter autant que possible les pertes civiles collatérales¹⁶, ce qui l'a contraint à rallonger la durée de l'opération (prévue pour être beaucoup plus courte), afin d'atteindre ses objectifs sans perdre la bataille des médias. De même, il n'hésite pas à rappeler l'article académique

Sur ce thème, voir Jean-Loup Samaan, « The Dahya Concept and Israeli Military Posture vis-a-vis Hezbollah since 2006 », *Comparative Strategy*, n° 32:2, avril 2013, pp. 146-159.

¹⁶ Confer notamment l'article de Pnina Sharvit Baruch "Operation Protective Edge: The Legal Angle" (pp. 65-72) publié dans l'ouvrage collectif d'Ana Kurz et Shlomo Brom (voir Sources).

d'Elizabeth Spelman qui conclut que le blocus naval israélien de la bande de Gaza n'est pas illégal au regard du droit international, le gouvernement israélien s'étant conformé aux dispositions des conventions de la Haie, de Genève et de San Remo¹⁷.

Après neuf mois d'investigations sur place, la commission des Nations unies rend ses conclusions le 22 juin 2015, constatant « un niveau de dévastation sans précédent » dans la bande de Gaza et estimant que « l'armée israélienne et les groupes armés palestiniens, en particulier le Hamas, ont commis des violations importantes du droit international humanitaire susceptibles d'être qualifiées de crimes de guerre ». Ces conclusions ont suscité un débat en Israël, comme en témoignent les éditoriaux de deux journalistes de renom qui appellent l'armée israélienne à profiter de ce rapport pour cesser de fermer les yeux sur des erreurs manifestes et investiguer d'éventuels cas de comportements non-conformes, afin de ne pas accroître l'isolement d'Israël sur la scène internationale¹⁸.

¹⁷ Conformément au paragraphe 94 du Manuel de San Remo, le gouvernement israélien a notifié dans les règles à la communauté internationale et à la partie palestinienne les modalités d'exercice du blocus ; le délai minimum a été respecté et les zones sous blocus précisément délimitées ; les vaisseaux neutres peuvent y circuler moyennant l'information et l'accord du gouvernement israélien.

¹⁸ Amos Harel, *Haaretz* du 4 mai 2015 ; Barak David, *Haaretz* du 22 juin 2015. A titre de comparaison, il est curieux de constater que les raids aériens de la coalition conduite par l'Arabie saoudite au Yémen, qui ont fait le double de morts civils que les bombardements israéliens à Gaza, ne mobilisent pas la communauté internationale et les organisations humanitaires - UNHCR; D. Rovera, "The Human Carnage of Saudi Arabia's War in Yemen", *Foreign Policy*, 26 août 2015

RAPPEL SOMMAIRE DE LA CHRONOLOGIE

Phase 1 (8-17 juillet 2014) : Tirs massifs de roquettes et bombardements aériens. Echec du débarquement de commandos du Hamas sur une plage israélienne.

Phase 2 (17 juillet - 4 août 2014) : Les forces terrestres israéliennes pénètrent dans Gaza à la suite de l'infiltration d'un commando du Hamas à proximité d'un kibboutz, grâce à un tunnel menant en Israël. Poursuite des tirs de roquettes et des bombardements. Le trafic aérien à destination d'Israël est interrompu les 22-23 juillet après une attaque à la roquette contre l'aéroport Ben Gourion. Les forces terrestres israéliennes se retirent de la bande de Gaza le 4 août.

Phase 3 (5-26 août 2014) : Négociations entre Israël et le Hamas via l'entremise de l'Egypte en vue de l'instauration d'un cessez-le-feu durable ; intensification des tirs de roquettes sur Israël et des bombardements israéliens sur Gaza entre les 19 et 26 août, date d'entrée en vigueur de l'accord de cessez-le-feu.

L'OPERATION « BORDURE PROTECTRICE » EN QUELQUES CHIFFRES

Durée : 50 jours.

Effectif israélien engagé : 10 brigades de combat terrestre et tous leurs moyens interarmes d'appui et de soutien, soit environ 50 000 hommes et 360 chars Merkava 4 (+ 80 000 réservistes mobilisés sur l'ensemble du territoire) ; la moitié des escadrons de l'armée de l'air (chasseurs bombardiers, hélicoptères de combat, drones armés) ; la moitié de la marine.

Bilan opérationnel israélien :

5 226 sorties aériennes (au cours desquelles ont été tirés 5 830 projectiles guidés) ;

53 000 obus tirés (35 000 d'artillerie, 14 500 de chars et 3 500 de canons navals) ;

1 800 sites de lancement de roquettes et d'obus de mortier neutralisés (et de dépôts) ;

1 900 centres tactiques de commandement du Hamas détruits ;

191 fabriques artisanales d'armement détruites ;

34 tunnels détruits ;

735 interceptions réussies du système anti-roquettes *Iron Dome* (74 échecs) ;

2 drones Ababil abattus par des Patriot PAC-2 ;

Les trois quarts du stock de roquettes du Hamas consommés ou détruits ;

Coût estimé de l'opération : 2,5 milliards de dollars (soit l'équivalent des deux-tiers de l'assistance financière annuelle américaine aux forces armées israéliennes).

Pertes israéliennes : 73 tués (66 militaires – dont 15 officiers – et 7 civils – dont 2 seulement par tirs de roquettes) et 725 blessés (469 militaires et 256 civils) ; une dizaine de chars, de VBCI et d'engins blindés du génie détruits ou gravement endommagés.

Côté palestinien :

Effectif : Environ 10 000 combattants (Hamas, Brigades Al-Qassam et Al-Qods), appuyés par 20 000 hommes en soutien.

Bilan opérationnel : 5 000 projectiles tirés sur Israël (3 400 roquettes et 1 600 obus de mortiers) [le Hamas revendique le tir de 6 870 projectiles] : 3 417 ont visé des zones inhabitées et n'ont pas été

interceptés ; 490 ont visé des zones très faiblement habitées et n'ont pas été interceptés ; 978 ont visé des zones habitées (735 ont été interceptés avec succès, 74 sont passés au travers de l'interception et 244 n'ont pas été interceptés car visant des zones trop proches de Gaza pour permettre l'activation du système *Iron Dome*) ; 188 ont visé les troupes israéliennes déployées sur la frontière avec Gaza ; 197 ont fait long feu.

Toutes les grandes villes israéliennes ont été ciblées (y compris la station balnéaire d'Eilat sur la mer Rouge) et des roquettes à longue portée se sont abattues à proximité de l'aéroport international Ben Gourion et du complexe nucléaire de Dimona.

Pertes : 2 250 tués (790 combattants et 1 460 civils dont 300 femmes et 550 enfants) et 10 600 blessés ; 7 000 logements détruits (17 000 selon les sources palestiniennes) et 10 000 autres gravement endommagés (30 000 selon les sources palestiniennes) ; coût de la reconstruction estimé à 8 milliards de dollars sans prendre en compte les compensations pour les pertes humaines et matérielles.

SOURCES

Amidror Y., octobre 2014, "Fight Not the Last War", *Perspectives Paper n°273*, BESA Strategic Center.

Baruch P. S., novembre 2014, "Operation Protective Edge: The Legal Angle" (pp. 65-72) publié dans l'ouvrage collectif d'Ana Kurz et Shlomo Brom, Institute for National Security Studies.

BESA Strategic Center, 1er octobre 2014, *Military and Political Lessons of Operation Protective Edge*.

BESA Strategic Center, 22 juillet 2015, *Assessing the Gaza Disengagement, Ten Years Later*.

Cohen S., novembre-décembre 2014, "Bordure protectrice ou l'art de dilapider ses atouts", *Débat n°182*.

David B., 22 juin 2015, *Haaretz*.

Dekel U., novembre 2014, « Operation Protective Edge: Strategic and Tactical Asymmetry », dans *The Lessons of Operation Protective Edge*, publié dans l'ouvrage collectif d'Ana Kurz et Shlomo Brom, Institute for National Security Studies.

Goldberg J. J., le 24 juillet 2014, *The Forward*.

Harel A., juillet 2015, "The last Gaza War and the next", *Haaretz*.

Kurz A., Brom S. (dir.), novembre 2014, *The Lessons of Operation Protective Edge*, Institute for National Security Studies (INSS).

Rovera D., 26 août 2015, "The Human Carnage of Saudi Arabia's War in Yemen", *Foreign Policy*.

Rubin U., février 2015, "Israel's Air and Missile Defense during the 2014 Gaza War", *Mideast Security Studies n°111*, Begin Sadat Strategic Center (BESA).

Samaan J.-L., avril 2013, « The Dahya Concept and Israeli Military Posture vis-a-vis Hezbollah since 2006 », *Comparative Strategy*, n° 32:2.

Shamir E., printemps 2015, « Rethinking Operation Protective Edge », *The Middle East Quarterly*.

Spelman E., « The Legality of the Israeli Naval Blockade of the Gaza Strip », *The Web Journal of Current Legal Issues*.

Yadlin A., novembre 2014, « The Strategic Balance of Operation Protective Edge », publié dans l'ouvrage collectif d'Ana Kurz et Shlomo Brom, Institute for National Security Studies.

Depuis septembre 2014, articles de *Israel Defense*.